

La vraie fin de l'époque coloniale belge

Afrique Le Rwanda et le Burundi passent, ce dimanche, le cap des cinquante ans d'indépendance. Dans des états d'esprit bien différents.

RÉCIT

Mon père étant planteur de café au Rwanda, début novembre 1959, je suis arrivé à Cyangugu, après avoir vu des huttes qui brûlaient autour de notre maison tandis que des enfants jetaient des pierres sur les voitures des Blancs. A l'entrée de la ville, derrière une haie d'eucalyptus, j'ai vu un gros nuage noir : c'était un essaim de mouches qui tournait autour d'un camion à l'arrêt. En m'approchant, j'ai vu que sa cargaison se composait de corps jetés pêle-mêle. Ces morts et ces blessés, ramassés durant la nuit, portaient tous des blessures aux jambes ou à la tête : des coups de machette leur avaient coupé les tendons ou la veine jugulaire... »

Claude Nemry, aujourd'hui écrivain (1), a passé sa jeunesse dans la région des Grands Lacs. En lettres de feu et de sang, il a gardé en mémoire le souvenir de cette « Toussaint rwandaise » : « Les troubles qui avaient éclaté à Cyangugu, forçant de nombreux chefs de colline tutsis à traverser la frontière du Congo, s'étaient propagés depuis Gitarama et la région du Bugesera. Ces émeutes, qui ne visaient pas les colonisateurs belges, mais les Tutsis, n'avaient rien de spontané, tout semblait bien préparé... Mi-novembre d'ailleurs, le calme était revenu : à la tête de la Force publique congolaise, le colonel Guy Logiest, avait mis bon ordre au Rwanda ; non seulement il avait maté l'insurrection, mais décidé de placer des Hutus à la tête des chefferies abandonnées par les Tutsis... »



Décembre 1959, aéroport d'Usumbura - aujourd'hui Bujumbura : en visite dans la région, le roi Baudouin passe en revue un détachement de la Force publique, en compagnie du souverain rwandais, le Mwami Kigiri V, qui sera déposé quelques mois plus tard. © ARCHIVES LE SOIR.

L'Histoire bascule au Rwanda

Par la suite, Logiest, nommé résident militaire et doté des pleins pouvoirs, conduisit le pays à l'indépendance, proclamée le 1^{er} juillet 1962. Il allait aussi être décoré par les présidents rwandais successifs, Kayibanda et Habyarimana pour les éminents services rendus à la « démocratie rwandaise ».

En réalité, depuis la fin des années 50, le « modèle rwandais » encouragé par les Belges, a plombé le destin de ces deux pays, l'hypothèque ethnique a entraîné des centaines de milliers de morts au Burundi et mené au génocide de 1994 au Rwanda. Alors que ces deux anciens royaumes, d'abord conquis par les Allemands, avaient été confiés à la tutelle belge après la Première Guerre mondiale, les Belges, pratiquant l'administration indirecte, avaient aboli les structures traditionnelles et collaboré avec les Tutsis, leur réservant l'accès à l'enseignement, excluant les Hutus de tous les niveaux de pouvoir.

Dès 1957, l'histoire bascule au Rwanda : alors que les intellectuels tutsis sont

tentés de revendiquer l'indépendance, le « Manifeste des Bahutu », encouragé par l'Eglise catholique, ne dénonce pas la tutelle coloniale, mais la « féodalité », la « domination du Noir par le Noir » les Tutsis étant définis comme une « race » étrangère, venue d'Abyssinie !

Alors que la monarchie est demeurée un principe d'unité, durant l'été 1959, le roi Mutara meurt brusquement dans le cabinet de son médecin (belge) à Bujumbura. Il se préparait alors à aller plaider à l'ONU la cause de l'indépendance. En novembre de la même année, les premiers groupes de Tutsis sont expulsés. Un an plus tard, le parti Parmehutu, dirigé par Grégoire Kayibanda, un ancien séminariste soutenu par l'évêque suisse de Kapgayi Mgr Perraudin l'emporte sur le parti monarchiste Unar, considéré comme pro-tutsi et qui prône l'unité du pays. La Garde territoriale, dirigée par Logiest, ainsi que l'autorité belge ont clairement favorisé le Parmehutu et le 28 janvier 1961 un référendum consacre l'abolition de la monarchie. L'ONU, impuissante, assiste à la proclamation de l'indépendance d'un territoire placé sous son mandat. Les violences à l'encontre des

Tutsis se poursuivent et des dizaines de milliers d'entre eux (dont les parents d'un certain Paul Kagame) prennent la fuite. Dès 1963, l'engrenage fatal qui mènera au génocide se met en place : à chaque fois que les exilés, depuis le Burundi ou le Congo, se battent pour rentrer de force dans « le pays des Hutus », les autorités organisent l'« autodéfense populaire », qui se traduit par le massacre de milliers de Tutsis de l'intérieur.

Les princes de sang du Burundi

L'histoire du Burundi voisin est à la fois marquée par l'exemple rwandais, mais différente : malgré les ressemblances culturelles et la même expérience coloniale, la monarchie est dominée par les « Ganwa », des princes de sang qui ne se considèrent ni comme Hutus ni comme Tutsis. Le fils du roi Mwambutsa, Louis Rwagasore, incarne la lutte pour l'indépendance et son parti, l'Uprona (Union pour le Progrès national), remporte haut la main les élections de septembre 1961, Hutus et Tutsis parta-

LE PROGRAMME

Le prince Philippe représentera son père

Le Burundi n'est pas un pays riche mais il a décidé de fêter dignement le 50^e anniversaire de son indépendance. Une douzaine de chefs d'Etat ou de gouvernement sont attendus, dont le président du Nigeria Goodluck Jonathan, l'Ougandais Museveni, le Kenyan Mwai Kibaki, l'Angolais dos Santos, le Tanzanien Jakaya Kikwete. Le président congolais Joseph Kabila est lui aussi annoncé, comme son collègue rwandais Kagame : une rencontre entre les deux hommes aura-t-elle lieu alors que Kinshasa vient de hausser le ton face au Rwanda, qu'il accuse de soutenir des troubles à grande échelle dans l'est du Congo ? Au milieu de cet aréopage de chefs d'Etat africains, la Belgique sera représentée par le prince Philippe, accompagné de son épouse Mathilde. Invité personnellement par le président burundais Pierre Nkurunziza, le roi Albert a préféré se faire représenter par son fils aîné, avec l'aval du gouvernement. C'est la première fois que Philippe représentera son père dans une mission de cette ampleur à l'étranger. Le couple princier sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders et par Paul Magnette, en charge notamment de la Coopération au développement. V. K.

lesoir.be

Un documentaire-vidéo de Patrick Severin, « Avec Sylvain, sur les traces du génocide rwandais », <http://swar.be/rwanda>

geant le même respect pour la monarchie. Mais Rwagasore, nationaliste, progressiste, trouve d'autant moins grâce aux yeux des Belges qu'il a été en relation avec Patrice Lumumba, le Premier ministre du Congo, assassiné en janvier 1961. Un mois après son succès électoral, le prince est assassiné par un tueur grec, à la solde d'un parti rival très proche des Belges... Alternant les Premiers ministres hutus et tutsis, le roi Mwambutsa tente de contenir les passions ethniques, mais l'exemple rwandais enflamme les esprits : les exilés tutsis affluent au Burundi tandis que les Belges encouragent l'ambition politique des Hutus.

En outre, la Guerre froide s'invite sur les rives des Grands Lacs : le régime hutu du Rwanda est considéré comme pro-occidental, le Burundi est qualifié de « base pro-chinoise », appuyant les rebelles congolais partisans de Pierre Mulele et de Laurent Désiré Kabila...

En 1965, le fragile équilibre du Burundi finit par basculer : le Premier ministre (hutu) est assassiné par un exilé rwandais, en octobre, le roi est obligé de fuir le pays et les paysans hutus sont incités à tuer leurs voisins tutsis sous le prétexte (faux) qu'ils auraient voulu tuer le roi ! En 1966, le colonel Michel Micombero prend le pouvoir et le joug sécuritaire tutsi s'abat sur le pays. Désormais, au Burundi aussi, faux miroir, faux jumeau du Rwanda, l'ethnisme s'impose, les engrenages de la haine se mettent en place, jusqu'à mener au « génocide sélectif » de 1972 : à la suite d'attaques d'exilés hutus venus de Tanzanie, les militaires tutsis, en réaction, massacrent les intellectuels hutus, y compris les élèves du secondaire... Le « fléau » (ikiza) emportera entre 100.000 et 200.000 Hutus, décapitant une génération... Au Burundi aussi, la grille de lecture « raciale », « ethnique » imposée par le regard colonial a fini par l'emporter et durant un demi-siècle, elle contribuera à diviser le pays... ■

COLETTE BRAECKMAN

(1) Lire notamment Nyamuligira, Bukavu, les fantômes de Léopold, éditions l'Harmattan.

La fête à Bujumbura, la réflexion à Kigali

L'anniversaire de l'indépendance au Burundi sera une fête douce-amère. Douce car, en présence de nombreuses délégations étrangères, le Burundi pourra démontrer qu'à force de négociations, de compromis, de dialogues sous de multiples auspices, les démons de l'ethnisme ont été conjurés. Douce aussi car chaque province, chaque commune, a été invitée à présenter une « œuvre », une réalisation concrète indiquant que la reconstruction est en bonne voie.

Mais la fête sera aussi teintée d'amertume car bien des périls demeurent, la tentation de la violence, de l'autoritarisme d'un parti tout-puissant ou de la corruption endémique. Et le souvenir

des centaines de milliers de morts emportés au cours du demi-siècle écoulé ne sera pas effacé par les roulements de tambour...

Quant au Rwanda, ses dirigeants estiment que s'il n'y a rien à fêter, il y a par contre beaucoup à méditer. En effet, à Kigali voici 50 ans, l'indépendance se traduisit moins par la libération d'un peuple que par la mise à l'écart, la persécution d'une composante de la nation - les Tutsis -, définis comme des étrangers, des indésirables, dans le pays de leurs ancêtres.

Bien avant la date de l'indépendance, dès 1959, l'engrenage de la haine ethnique avait commencé à broyer le vieux royaume et seule la victoire du

Front patriotique rwandais, le 4 juillet 1994, devait à la fois mettre fin au génocide et faire entrer le pays dans une ère différente, celle de la véritable rupture avec l'« ordre » colonial, de la reconstruction de l'identité nationale.

Au Rwanda, les jours à venir seront consacrés à la réflexion, au deuil de toutes les victimes, celles que l'on peut commémorer et celles que l'on doit taire. Et même si quelques Belges seront bienvenus à titre individuel, aucun ne sera invité à titre officiel, l'ancienne métropole étant, aujourd'hui encore, considérée comme la matrice de la division ethnique, sinon le dernier refuge des négationnistes de tous bords... ■

C. B.